

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE - RETE 26 FEBBRAIO

Le Réseau 26 Février, né dans les jours qui ont suivi le naufrage du 26 février 2023, lance une mobilisation aux côtés des familles de migrants pour demander des voies légales d'entrée, s'opposant aux politiques européennes de refoulement.

En 2023, selon les données de l'OIM, de l'Organisation internationale pour les migrations, et de Médecins sans frontières, 2571 (deux mille cinq cent soixante et onze) personnes sont mortes en mer. Parmi elles, 94 victimes ont été confirmées, des hommes, des femmes, des enfants décédés, et des dizaines de disparus lors du naufrage de la Clôture de Cutro le 26 février 2023.

Les frissons reviennent en se remémorant ces jours de grande colère et de douleur, alors que de la mer de Crotona émergeaient progressivement des corps d'hommes, de femmes et d'enfants, et que le Palamilone devenait la chambre mortuaire de l'Europe impuissante. Heureusement, la réponse de la population a été instantanée. Diverses entités, activistes et individus se sont immédiatement regroupés autour des familles des naufragés pour tenter de les soutenir dans l'indicible souffrance qu'elles ont vécue. C'est ainsi que le Réseau 26 février est né, avec une double fonction : tout d'abord, offrir tout type de soutien à ces familles et aux survivants, notamment dans l'identification et le rapatriement des corps ; ensuite, dénoncer les graves manques institutionnels et politiques, ainsi que les violations des droits de l'homme qui sont à l'origine de tous les naufrages malheureusement en cours en Europe et en Méditerranée, ainsi que dans la mer Égée.

Les chiffres que nous avons mentionnés au début rappellent que la Tragédie de Cutro est le produit d'un système sécuritaire qui tente d'entraver les mouvements humains aux frontières extérieures et intérieures de l'Europe, provoquant ainsi des milliers de morts. La Route des Balkans, les côtes de la Grèce, de la Tunisie, des îles Canaries, la mer face à la Libye, sont les endroits où l'Europe, avec ses lois injustes et ses accords internationaux insignifiants, laisse mourir des personnes fuyant la guerre et la misère.

Face à ces "migranticides", nous ressentons le devoir de renouveler notre engagement en matière de mémoire et de dénonciation, à la fois contre les politiques nécropolitiques européennes néfastes et contre les décrets d'urgence du gouvernement italien, tels que le soi-disant "Décret Cutro" (loi 50/23), aux côtés de ceux qui défient les frontières, de leurs communautés et de leurs familles.

C'est pourquoi, le 26 février prochain, exactement un an après le massacre de Cutro, nous nous mobiliserons à nouveau, non pas pour une simple commémoration symbolique ou de façade, mais parce que nous accueillerons de nouveau les familles des naufragés et les survivants du Summer Love, prêts à retourner sur les lieux de la douleur, après que le gouvernement n'ait pas donné suite à certains des engagements pris en mars 2023, lors de la réunion au Palais Chigi. Il convient de noter que, à leurs yeux comme aux nôtres, d'éventuelles parades commémoratives "officielles" apparaissent comme insincères et auto-absoutes.

Aux côtés d'eux, en tant que Réseau 26 février, nous organiserons une mobilisation pour réaffirmer leurs revendications et protester contre l'Europe des refoulements. Nous demandons donc la vérité et la justice sur les faits du massacre du 26 février 2023 ; des réunions et des corridors humanitaires pour les familles des victimes du naufrage de Cutro qui se trouvent dans leurs pays d'origine, comme promis par le gouvernement italien ; l'identification, la

reconnaissance et l'inhumation digne de tous les corps des personnes impliquées dans le naufrage de Cutro ; la révocation immédiate des accords conclus par l'Union européenne avec des pays tiers tels que la Turquie, la Libye et la Tunisie, relatifs au contrôle externalisé des frontières et au refoulement des personnes en transit ; des voies d'entrée sûres et légales pour toutes les personnes fuyant la pauvreté et les crises humanitaires.

Ainsi, comme nous l'avons fait lors des douloureuses journées d'il y a un an, en collaboration avec les familles et les survivants, nous serons dans les lieux de la souffrance, de la douleur et des tentatives d'impositions et de subjugation. Des endroits où les conséquences tragiques des politiques criminelles en matière de migration se sont matérialisées, symboles de la réponse humanitaire et solidaire des communautés antiracistes, mais surtout des lieux où affirmer la mémoire collective et des formes claires de résistance au régime frontalier.

Pour adhérer à la mobilisation, proposer des initiatives et un soutien organisationnel, veuillez écrire à **reteventiseifebbraio@gmail.com**.